
***Soft power* chinois en Afrique**
Renforcer les intérêts de la Chine
au nom de l'amitié sino-africaine

David BÉNAZÉRAF

Septembre 2014



Centre Asie

L'Ifri est, en France, le principal centre indépendant de recherche, d'information et de débat sur les grandes questions internationales. Créé en 1979 par Thierry de Montbrial, l'Ifri est une association reconnue d'utilité publique (loi de 1901).

Il n'est soumis à aucune tutelle administrative, définit librement ses activités et publie régulièrement ses travaux.

L'Ifri associe, au travers de ses études et de ses débats, dans une démarche interdisciplinaire, décideurs politiques et experts à l'échelle internationale.

Avec son antenne de Bruxelles (Ifri-Bruxelles), l'Ifri s'impose comme un des rares *think tanks* français à se positionner au cœur même du débat européen.

*Les opinions exprimées dans ce texte
n'engagent que la responsabilité des auteurs.*

ISBN : 978-2-36567-314-3
© Ifri – 2014 – Tous droits réservés

Ifri
27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15 – FRANCE
Tél. : +33 (0)1 40 61 60 00
Fax : +33 (0)1 40 61 60 60
Email : accueil@ifri.org

Ifri-Bruxelles
Rue Marie-Thérèse, 21
1000 – Bruxelles – BELGIQUE
Tél. : +32 (0)2 238 51 10
Fax : +32 (0)2 238 51 15
Email : info.bruxelles@ifri.org

Site Internet : ifri.org

Centre Asie Ifri

L'Asie est aujourd'hui le théâtre d'enjeux multiples : économiques, politiques et de sécurité. L'objectif du Centre Asie est d'offrir un éclairage approfondi, une aide à la décision et un lieu de dialogue autour de ces grands enjeux, par ses travaux, les partenariats qu'il a établis avec les grands centres de recherche internationaux et les manifestations qu'il organise en synergie avec l'ensemble des équipes de l'Ifri.

Les travaux du Centre sont publiés dans *La lettre du Centre Asie* et *Asie.Visions* ainsi que dans des publications académiques extérieures. Par leurs interventions dans les médias et leurs participations régulières à des colloques et séminaires, les chercheurs du Centre Asie s'insèrent dans le débat national et international sur les questions asiatiques.

Asie.Visions

Asie.Visions est une collection électronique consacrée aux problématiques asiatiques. Rédigé par des experts français et internationaux, *Asie.Visions* traite de l'ensemble des thématiques économiques, stratégiques et politiques. L'objectif d'*Asie.Visions* est de contribuer à l'enrichissement du débat public et à une meilleure appréhension des enjeux asiatiques. *Asie.Visions* est publié en français et en anglais.

Dernières publications :

Alice EKMAN, Céline PAJON, « Nationalismes en Chine et au Japon et implications pour les relations bilatérales », *Asie Visions 70*, juillet 2014

Alice EKMAN, « The Distinctive Features of China's Middle Classes », *Asie Visions 69*, juin 2014.

Françoise NICOLAS, Céline PAJON, John SEAMAN, « La nouvelle diplomatie économique asiatique : Chine, Japon, Corée comme exportateurs d'infrastructures », *Asie Visions 68*, mai 2014.

Sophie BOISSEAU DU ROCHER, « Chine/ASEAN : Une diplomatie tous azimuts rondement menée », *Asie.Visions 67*, février 2014.

Jiawen YANG, « Urbanisation and mobility in China », *Asie.Visions 66*, décembre 2013.

Résumé

Bien que l'intérêt de la Chine pour l'Afrique ne soit pas récent, la présence chinoise sur le continent africain s'est considérablement renforcée depuis les années 2000, notamment sous l'effet de la politique d'internationalisation des entreprises (*zouchuqu zhengce, going out policy*), permettant *a priori* à la Chine d'y accroître son influence. Parallèlement, la Chine a également développé une véritable politique africaine, dont le Forum sur la coopération sino-africaine est la principale manifestation.

L'objectif de cette étude est d'examiner l'ensemble des différentes manifestations du *soft power* chinois en Afrique. Le concept de *soft power* y est défini de manière assez large et comprend l'ensemble des outils non coercitifs mobilisés par l'État chinois et les acteurs sous son contrôle direct afin de servir les intérêts de la Chine. En s'appuyant sur des sources bibliographiques et des entretiens réalisés en Chine, au Kenya, en Angola et en Afrique du Sud, cette étude interroge notamment le décalage entre la rhétorique du discours politique chinois à l'égard de l'Afrique et les moyens mis en œuvre par l'État chinois au service de ses intérêts propres.

Elle montre que l'influence chinoise passe par une pluralité de vecteurs, en particulier culturels et économiques, mais qu'elle s'exerce aussi sur le plan des idées et des valeurs : ainsi la Chine s'appuie sur une diplomatie culturelle très active mais aussi sur une présence médiatique forte qui permet de livrer une image positive du pays. Dans la sphère économique, le *soft power* passe par l'implantation de zones économiques spéciales, alors que la politique d'aide permet de combiner *hard power* et *soft power* en contribuant à améliorer l'image du donateur.

Il ressort de l'étude que le discours chinois sur son *soft power* s'appuie sur le principe de solidarité Sud-Sud tout en positionnant la Chine comme référence ; toutefois le déploiement d'instruments d'influence est également justifié par des impératifs intérieurs (en particulier l'accès aux ressources énergétiques) et par la nécessité de contrer la critique à l'étranger du déploiement chinois en Afrique. Le *soft power* chinois correspond en réalité plus à une approche opportuniste au service des intérêts de l'État chinois et des acteurs économiques chinois qu'à une visée hégémonique d'influence culturelle à la manière du *soft power* américain.

Source d'admiration, la réussite chinoise apparaît comme une alternative aux partenaires occidentaux et renforce le pouvoir

d'attraction de la Chine. Toutefois la présence chinoise en Afrique n'est pas exempte de critiques et la Chine n'apparaît pas encore en mesure d'être force de proposition en matière de valeurs et normes.

Mots clés

Relations Chine-Afrique, *Soft power*, Zones économiques spéciales, Instituts Confucius, Médias, Coopération bilatérale, Aide au développement, Assistance technique, Modèle de développement.

Sommaire

INTRODUCTION	5
DE L'ACTION AU DISCOURS : UNE ÉMERGENCE GRADUELLE.....	8
Les principes et motivations du discours chinois sur le <i>soft power</i> de la Chine.....	8
La mise en place d'une politique chinoise de <i>soft power</i>	10
LA DIPLOMATIE CULTURELLE CHINOISE AU CONTACT DE L'AFRIQUE	13
Faire connaître la langue et la culture chinoise	13
Former à la Chine.....	17
LES MÉDIAS CHINOIS EN AFRIQUE : LA DIFFUSION D'UN AUTRE REGARD SUR LA CHINE	18
Une stratégie ancienne renforcée dans les années 2000.....	18
Les particularités de l'approche chinoise.....	20
LA CHINE, RÉFÉRENCE ÉCONOMIQUE ALTERNATIVE ?	23
Transplanter une réussite chinoise : les zones économiques spéciales	23
Faire du modèle chinois de développement une référence	26
CONCLUSION.....	29
BIBLIOGRAPHIE	32

Introduction

Bien que le développement des relations Chine-Afrique soit régulièrement présenté par les observateurs occidentaux, notamment à travers les médias, comme un phénomène des années 2000, l'intérêt de la République Populaire de Chine pour le continent africain remonte à la période maoïste. La présence chinoise en Afrique inquiétait déjà dans les années 1960 : « Ce livre est un cri d'alarme. Il a pour objet de montrer toute l'ampleur qu'a prise la pénétration communiste chinoise en Afrique en un laps de temps vraiment record, cinq années à peine », écrivait l'ancien magistrat colonial belge Édouard Mendiaux en préface de son ouvrage anticommuniste *L'Afrique sera chinoise*¹. Si cet ouvrage s'inscrit dans le contexte particulier de la guerre froide et de ses répercussions en Afrique, il reflète toutefois l'essai d'influence politique de la Chine de Mao dans l'exportation du socialisme en Afrique.

À partir de l'ouverture amorcée dans les années 1980 par Deng Xiaping puis dans les années 2000 avec le renforcement de l'internationalisation des entreprises (*zouchuqu zhengce, going out policy*), la présence chinoise en Afrique s'est considérablement renforcée sur des bases autant économiques que politiques. La Chine entretient désormais des relations diplomatiques avec la quasi-totalité des États du continent². Tandis que 37 délégations de pays africains sont présentes lors du sommet franco-africain de La Baule en 1990, la Chine en réunit 44 pays dès le premier Forum sur la coopération sino-africaine (Focac) en octobre 2000 à Pékin. La Chine est devenue le

David Benazeraf est doctorant en Géographie à l'Université Paris Panthéon-Sorbonne, rattaché au laboratoire Prodig, lauréat 2012-2014 du programme de soutien aux doctorants de l'Institut des hautes études de défense nationale (IHEDN) et affilié au Centre d'études chinoises de l'Université Stellenbosch (Afrique du Sud), (david.benazeraf@yahoo.fr)

¹ Mendiaux Édouard (1965), p. 7.

² Le renforcement de la présence chinoise en Afrique a contribué à affaiblir celle de Taiwan. La République populaire de Chine (RPC) conditionne l'établissement de relations diplomatiques à la non-reconnaissance de Taiwan. Suite à la rupture des relations diplomatiques entre la République de Chine et la Gambie en novembre 2013, seuls le Swaziland, le Burkina Faso et Sao-Tomé et Príncipe n'ont pas de relations diplomatiques avec la RPC : Grimm Sven et Kim Yejoo, 2013, « The Gambia Defecting from Taiwan – Misunderstanding the “One China” Policy? », Université de Stellenbosch, Centre for Chinese Studies, commentary, 2 pages.

premier partenaire commercial du continent africain en 2009³. La percée de la Chine se manifeste en partie par l'augmentation de l'aide au développement et des investissements chinois. La présence chinoise est aujourd'hui plurielle (acteurs étatiques, entreprises d'États, PME, entrepreneurs individuels) et ne résulte pas uniquement d'une stratégie pensée et structurée par les autorités de Pékin.

Le renforcement des relations sino-africaines s'inscrit dans un contexte de désengagement relatif des anciennes puissances coloniales et de compétition internationale accrue par l'émergence de nouveaux acteurs économiques (BRICS, pays asiatiques⁴, Turquie). Les États africains bénéficient de marges de manœuvre accrues dans le choix de leurs partenaires comme le résume sans ambages un maître de conférences en économie de l'Université de Nairobi dans le quotidien chinois d'État *Global Times* :

« L'influence européenne en Afrique est aujourd'hui faiblissante et la Chine fait son entrée sur la scène. La place confortable dont bénéficiaient les États-Unis et l'Europe dans le passé est progressivement réduite par la langue, les valeurs, les idées, l'histoire et les produits de la Chine qui sont en train d'être rapidement assimilés en Afrique⁵. »

Le rôle joué par la Chine en Afrique fait l'objet de critiques régulières et d'un nombre croissant de publications, dont certaines mettent en lumière le déploiement d'un *soft power* chinois sur le continent. Les outils du *soft power* chinois seraient toutefois plus étendus que ceux définis par Joseph Nye selon qui le *soft power* consiste à obtenir des autres ce que l'on veut soi-même par l'acceptation plutôt que la coercition. Joseph Nye exclut notamment les outils économiques⁶, alors que les outils généralement reconnus du *soft power* chinois incluent la réaffirmation d'un discours politique, une retenue sur les questions diplomatiques sensibles, une diplomatie culturelle et d'influence, mais aussi les volets aide et commerce⁷. Pour Joshua Kurlantzick, le *soft power* chinois, ou « *charm offensive* » de la Chine, comporte à la fois des outils culturels et des outils commerciaux. Ce dernier prend l'exemple de la formation de

³ Information Office of the State Council, 2013, « 中国与非洲的经贸合作 » (zhongguo yu feizhou de jingmao hezuo) [La coopération économique et commerciale sino-africaine].

⁴ Le Japon, pays avec lequel la Chine est régulièrement en concurrence sur le continent africain, la Corée du Sud, l'Indonésie et la Malaisie (qui en 2011 investissait plus en Afrique que la Chine) notamment. Sur la présence sud-coréenne en Afrique, voir Darracq Vincent, « La nouvelle politique africaine de la Corée du Sud », *Les Carnets du CAPS*, n° 19, printemps 2014, p. 59-83.

⁵ « Nowadays, the Europeans' influence on Africa is waning, and China is entering the global picture. The comfortable lead the US and Europe enjoyed in the past years is being slowly undermined by the Chinese language, values, ideas, history and products that are quickly being absorbed in Africa. » Kapchanga Mark (2014).

⁶ Nye Joseph (2004).

⁷ Kurlantzick Joshua (2007).

personnels africains pour sécuriser des contrats dans le secteur de l'énergie.

À travers un discours réaffirmant la place de la Chine comme référence pour les pays en développement, les dirigeants chinois ont commencé à considérer officiellement le pays comme un acteur majeur de la scène internationale à partir de la moitié des années 2000⁸. L'État chinois cultive aujourd'hui une image positive dans les pays en développement, en mobilisant une large palette d'outils (académiques, culturels, médiatiques, économiques) contribuant au renforcement de son pouvoir d'attraction et à la promotion de son modèle de développement⁹. Il ressort toutefois des entretiens conduits au cours des différents terrains de recherche menés en Chine et dans plusieurs pays africains que la notion d'un *soft power* chinois correspond plus à une approche opportuniste au service des intérêts de l'État chinois et des acteurs économiques chinois qu'à une visée hégémonique d'influence culturelle à la manière du *soft power* américain. Le *soft power* chinois sera compris ici comme l'ensemble des outils non coercitifs mobilisés par l'État chinois et les acteurs sous son contrôle direct afin de servir les intérêts de la Chine, en incluant les aspects d'aide ainsi que la dimension économique lorsque cette dernière est contrôlée par l'État chinois.

Cet article analyse les différentes facettes du *soft power* chinois en Afrique en étudiant ses liens avec les intérêts de l'État chinois et des acteurs économiques chinois. Il interroge notamment l'articulation de la production d'un discours chinois à destination des pays en développement avec les moyens mis en œuvre par la Chine. Ce travail repose sur une revue de la littérature existante et sur des entretiens réalisés en Chine, au Kenya, en Angola et en Afrique du Sud entre 2012 et 2013.

⁸ Lai Hongyi et Lu Yiyi (2012), p. 11-13.

⁹ Lai Hongyi et Lu Yiyi (2012), *op. cit.*

De l'action au discours : une émergence graduelle

Principaux messages

- Le concept de *soft power* (软实力, *ruan shili*) est invoqué officiellement à partir de 2006 après des premières mesures concrètes mises en place dès le début des années 2000 ;
- Le discours chinois sur son *soft power* invoque le principe de la solidarité Sud-Sud, tout en positionnant la Chine comme référence pour les pays en développement ;
- Le déploiement par la Chine d'outils d'influence est justifié par des impératifs intérieurs (demande énergétique notamment) et par la nécessité de contrer la critique à l'étranger de la Chine et de la présence chinoise en Afrique.

Les principes et motivations du discours chinois sur le soft power de la Chine

Le déploiement des acteurs chinois en Afrique s'inscrit dans le contexte global de bouleversement des équilibres mondiaux induit par l'essor des pays émergents. L'échec relatif des ajustements structurels imposés par les pays occidentaux aux États africains (notamment les réformes libérales conduites sous l'impulsion des institutions de Bretton Woods) contraste avec le relatif succès du développement économique chinois. Dès lors le consensus de Washington pourrait selon certains céder le pas face au consensus de Pékin¹⁰.

¹⁰ Ramo Joshua Cooper (2004). Aujourd'hui, la Chine est par exemple favorable à la création d'une banque de développement des BRICS qui pourrait notamment octroyer des financements aux pays africains selon des critères moins contraignants en termes de gouvernance que ceux de la Banque mondiale. Sur ce point voir Bénazéraf David, « Le glissement à l'Est : vers une Banque mondiale des BRICS », *China Analysis*, n° 45, 2013 ou encore Nicolas Françoise, « La Chine et les institutions économiques multilatérales, entre révisionnisme et statu quo », *Politique étrangère*, vol. 79, n° 2, été 2014.

Les principes invoqués par Pékin dans sa relation avec les États africains demeurent basés sur ceux établis par l'ancien Premier ministre Zhou Enlai. Entre 1949 et 1976, la Chine reste un acteur marginal en raison de ses faiblesses économiques et difficultés intérieures. Mao Zedong perçoit l'Afrique comme une terre d'exportation de la révolution : les motivations chinoises sont principalement politiques. Le pays entretient toutefois peu de contacts avec l'Afrique avant la conférence de Bandung en 1955. La visite du Premier ministre Zhou Enlai dans dix pays africains entre décembre 1963 et février 1964 pose les principes de l'aide chinoise. Dans son discours d'Accra, Zhou Enlai énonce huit principes encore invoqués aujourd'hui par les dirigeants chinois : égalité, bénéfices mutuels, respect de la souveraineté, absence de conditionnalités, faibles taux d'intérêt, facilités d'échelonnement de la dette, qualité des matériaux, transferts d'expertise¹¹. Au nom de la solidarité Sud-Sud, la Chine se pose elle-même en partenaire naturel des pays africains et leader du monde en développement¹². Elle devient le premier bailleur parmi les pays en développement dès 1956 avec l'établissement de son programme d'aide¹³.

Une affiche de propagande de la période maoïste reflétant la lutte des peuples dont ceux d'Afrique



Source : chineseposters.net/themes/african-friends.php, consulté le 28/04/2014 (« La lutte de tous les peuples du monde contre l'impérialisme américain sera victorieuse », 1965).

Le déploiement des outils du *soft power* chinois sera aussi guidé par des considérations pragmatiques avant d'être affirmé politiquement dans la seconde moitié des années 2000. D'une part, les besoins de la Chine en ressources naturelles pour alimenter la croissance intérieure imposent des relations renforcées avec les pays africains producteurs de matières premières dans un monde pacifié ;

¹¹ Brautigam Deborah (2009), p. 33.

¹² Kurlantzick, Joshua (2007).

¹³ Brautigam Deborah, (2009), p. 33.

d'autre part, la présence chinoise en Afrique souffre à l'étranger d'une image négative que les dirigeants chinois cherchent à contrer¹⁴.

La mise en place d'une politique chinoise de soft power

Dans un discours majeur en octobre 2007, le président Hu Jintao mentionne pour la première fois le concept de *soft power* (软实力, *ruan shili*) en affirmant que la culture doit être renforcée et faire partie du pouvoir de la Chine, dans l'intérêt du peuple. Lors d'une réunion du bureau politique en juillet 2010, Hu Jintao insiste sur la nécessité de réformer les institutions culturelles pour renforcer le *soft power* chinois. En octobre 2010, le comité central du PCC approuve le plan quinquennal 2011-2015 dont le chapitre 44 promeut l'exportation de produits culturels et les initiatives des médias chinois à l'étranger, afin de « renforcer la compétitivité à l'international et le pouvoir d'influence de la culture chinoise, et améliorer le *soft power* du pays¹⁵ ». Ces annonces et mesures soulignent dans quelle mesure les dirigeants chinois ont considéré que la participation de la Chine dans la compétition internationale nécessite de faciliter la compréhension de la culture chinoise¹⁶. Cette approche est appliquée dans le monde entier, mais le continent africain est considéré par certains spécialistes chinois de l'Afrique comme un laboratoire de cette stratégie¹⁷.

Cette mise en avant de la culture chinoise s'accompagne d'une rhétorique sur la dimension pacifique de la Chine, notamment à travers la notion de « développement pacifique » (和平发展, *heping fazhan*) reposant sur l'idée que la Chine n'est pas une menace pour le monde. Le concept de « monde harmonieux » (和谐社会, *hexie shijie*), défendu par Hu Jintao, constitue un idéal de l'équilibre international selon Pékin¹⁸. Dans la lignée du discours officiel, le professeur Li Anshan, historien chinois du colonialisme et directeur du centre d'études africaines de l'École des relations internationales à l'Université de Pékin, souligne que la Chine est guidée par un principe pacifique d'égalité à l'égard des pays africains, contrairement aux anciennes

¹⁴ Certains mythes sur la Chine en Afrique semblent persistants, comme par exemple l'idée que les ambassades chinoises piloteraient tous les faits et gestes des individus chinois en Afrique, ou bien encore concernant le prétendu emploi de prisonniers chinois sur les chantiers, éléments qui n'ont jamais été démontrés.

¹⁵ « 增强中华文化国际竞争力和影响力, 提升国家软实力 » (zengqiang zhonghua wenhua guoji jingzheng li he yingxiang li, tisheng guojia ruan shili) : 12^e Plan quinquennal (2011-2015), disponible sur : <<http://news.sina.com.cn/c/2011-03-17/055622129864.shtml>>, consulté le 9 mai 2014.

¹⁶ Wu Yushan (2012), p. 6.

¹⁷ He Wenping (2007) p. 23-40 ; entretien à Pékin en mars 2012.

¹⁸ Scott David, « Soft Language, Soft Imagery and Soft Power in China's Diplomatic Lexicon », in Lai Hongyi et Lu Yiyi (2012), p. 48-50.

puissances coloniales mues par une arrogance et un sentiment de supériorité¹⁹.

L'approche diplomatique de la Chine avec les pays africains est incarnée dans les principes du Forum sur la coopération sino-africaine (Focac, 中非合作论坛, *zhongfei hezuo luntan*), créé à l'initiative de la Chine en octobre 2000. L'objectif du Premier ministre Zhu Rongji était alors de faciliter l'établissement d'un nouvel ordre politique et économique international « juste et équilibré²⁰ ». Le Forum réunit aujourd'hui 49 pays africains, l'Union africaine et la Chine.

Selon Ian Taylor²¹, le Focac est caractérisé par une asymétrie entre la Chine et les États africains. Si le Focac contribue à l'affichage de la politique africaine de la Chine et de ses relations avec la majorité des États du continent, les autorités chinoises privilégient toutefois les échanges bilatéraux²², entravant ce faisant l'émergence d'une politique chinoise de l'Afrique. Cette structure constitue un outil de mise en scène des relations sino-africaines et de présentation de la politique africaine de la Chine²³. Pour certains observateurs, sa fonction de vitrine évoque les sommets africains de la France, telle une « forme de substitution symbolique de la Chine à une ancienne puissance coloniale²⁴ ».

Pour sa stratégie d'image, le ministère chinois des Affaires étrangères dispose également d'un ambassadeur itinérant pour les affaires africaines, comme il en existe pour d'autres zones. Nommé au poste de représentant spécial du gouvernement chinois pour les affaires africaines après avoir été notamment ambassadeur en Afrique du Sud entre 2007 et 2012, S.E. Zhong Jianhua est connu pour ses compétences de négociateur dans les dossiers difficiles, son ouverture et une certaine liberté de ton. Au cours de ses déplacements en Afrique et dans les forums internationaux, cet ancien diplômé de l'Institut des langues étrangères de Pékin s'attache à démystifier la perception de la présence chinoise en Afrique. Soulignant la proximité des destins chinois et africains comme mentionné par l'actuel président Xi Jinping, il insiste notamment sur le fait que la Chine a traversé un long chemin avant de parvenir à son niveau actuel de développement²⁵. Son action est relayée par les diplomates chinois dans les capitales africaines. Un diplomate français en poste à Pékin et ayant exercé en Afrique souligne que les Ambassades chinoises sur le continent ont grossi ces dernières années et comptent de réels

¹⁹ Entretien à Pékin en mars 2012.

²⁰ Déclaration finale du 1^{er} Focac le 12 octobre 2000 à Pékin, disponible sur : <www.focac.org/chn/ltada/dyjbzjhy/hywj12009/t155560.htm>, consulté le 2 mars 2013.

²¹ Taylor, Ian (2010).

²² Taylor (2010), p. 25-26.

²³ Alden Chris, Daniel Large et Ricardo Soares De Oliveira (2008), p. 121.

²⁴ Viltard Yves, « La Chine en Afrique ou la construction discursive d'un nouvel enjeu stratégique », in Chaponnière Jean-Raphaël et Jean-Jacques Gabas (2012), p. 33.

²⁵ Africa Research Institute (2013).

connaisseurs du terrain parmi le personnel diplomatique²⁶. Relais des autorités de Pékin en Afrique, les ambassades chinoises jouent un rôle central dans le développement des outils d'influence de la Chine en Afrique.

²⁶ Entretien à Pékin en mars 2012. Le renforcement des ambassades chinoises est une tendance observée également ailleurs qu'en Afrique.

La diplomatie culturelle chinoise au contact de l'Afrique

Principaux messages

- La diplomatie culturelle chinoise opère à travers plusieurs formes d'échanges entre la Chine et l'Afrique : diffusion de la culture et de la langue chinoise, échanges académiques et entre chercheurs, formation d'étudiants et de professionnels africains qui jouent par la suite un rôle d'intermédiaire avec les acteurs chinois ;
- L'attention portée à la diffusion de la culture chinoise vise à renforcer l'attractivité de la Chine en Afrique et à développer une image positive de son action ;
- La multiplication des contacts directs avec la Chine et ses acteurs entend aider à contrer la vision de la Chine donnée par les médias occidentaux.

Faire connaître la langue et la culture chinoise

Si la Chine a octroyé des bourses pour les étudiants de pays africains bien avant la formation du concept de *soft power* en 1990, les échanges et contacts sino-africains ont été considérablement renforcés depuis les années 2000 dans des domaines variés : festivals, films, musique, éducation, sports, tourisme. La promotion des échanges académiques, les Instituts Confucius, les médias et la diffusion de produits culturels constituent les principaux outils. La thématique de l'émergence culturelle chinoise (文化崛起, *wenhua jueqi*) est censée contribuer à la réduction de l'image négative de la Chine.

Ainsi des programmes pour la promotion de la culture chinoise ont été mis en place à partir de 2006. Le ministre chinois de la Culture, Sun Jiazheng, estimait à cette date que la culture constitue le troisième pilier de la diplomatie chinoise après la politique et l'économie. La même année, le secrétaire du département de la propagande du Parti communiste, Li Changchun, affirmait que la Chine doit commercialiser

des produits culturels à l'international, notamment à travers l'exportation de films ou le développement des médias chinois à l'étranger²⁷.

La Chine a signé plus de 65 accords culturels avec des pays africains et adopté 150 plans de mise en œuvre²⁸. Dans le domaine de la coopération éducative, 19 universités chinoises ont établi des programmes de coopération avec 29 universités africaines dans 23 pays dès 2003. Sous la forme de jumelages, ces coopérations s'inscrivent dans la lignée du discours chinois sur les échanges mutuels. Lors du cinquième Focac en juillet 2012, le gouvernement chinois a annoncé l'octroi de 18 000 bourses pour des étudiants africains. Ces bourses d'études en Chine sont octroyées au nom de la coopération Sud-Sud. Kenneth King souligne que la majorité des échanges éducatifs sont déployés au niveau de l'enseignement supérieur²⁹. Au-delà de la rhétorique sur l'amélioration de la connaissance mutuelle entre Chinois et Africains, certains étudiants africains formés en Chine peuvent constituer après leurs études des interlocuteurs avec les acteurs chinois. On retrouve par exemple d'anciens bénéficiaires de bourses chinoises dans les ministères compétents pour les domaines énergétiques ou miniers, comme au Tchad par exemple³⁰.

²⁷ Lai Hongyi, « China's Cultural Diplomacy, Going for Soft Power », in Lai Hongyi et Lu Yiyi (2012), p. 82-103.

²⁸ Luo Jianbo et Zhang Xiaomin (2009).

²⁹ King Kenneth (2013), p. 37.

³⁰ Dittgen Romain, *De nouvelles formes spatiales chinoises en Afrique - Une analyse comparée (Tchad, Afrique du Sud)*, thèse sous la direction de Thierry Sanjuan, Université Paris-1, présentée et soutenue publiquement le 9 décembre 2013, p. 44-45.

Portique chinois à l'Université polytechnique de Nairobi



Source : D. Bénazéraf, 2012

Les échanges académiques incluent également le domaine de la recherche. La Chine soutient notamment l'établissement de projets de recherche scientifique sino-africains, finance la construction de laboratoires, accueille des post-doctorants de pays africains³¹. Un Forum des *think tanks* sino-africains a été lancé en 2011 sous l'égide du Focac. Ce jumelage entre 16 *think tanks* ou centres de recherche chinois et africains est piloté par le centre d'études africaines et la China-Africa Business School de l'Université Normale du Zhejiang. Ce forum est d'initiative publique : l'ancien ministre des Affaires étrangères, Yang Jiechi, a inauguré la troisième rencontre du forum à Pékin en octobre 2013. La déclaration finale de cette rencontre ne cache pas ses objectifs :

« En tant que pouvoirs émergents, les pays en développement doivent faire entendre leur voix sur la scène internationale. Les intellectuels chinois et africains et les *think tanks* doivent développer leur propre système de pensée [...] afin de construire et conserver leur propre pouvoir de discours³². »

³¹ Information Office of the State Council, 2013, *op. cit.*

³² « With rising comprehensive power, developing countries should make their voices heard on the international stage. Chinese and African scholars and think tanks should develop their original intellectual systems [...] to build and maintain their own

Les partenariats chinois avec des *think tanks* africains posent la question de leur indépendance dans le traitement des questions sino-africaines.

Sur le plan linguistique, le déploiement rapide d'Instituts Confucius accompagne le développement du mandarin à l'international. Supervisés par le ministère de l'Éducation et hébergés dans des établissements académiques à l'étranger, les Instituts Confucius ont pour mission de promouvoir la langue et la culture chinoises dans le monde à travers l'envoi de professeurs chinois. Le portail Internet du Hanban, l'institution en charge des instituts Confucius, est traduit en plus de 45 langues³³. Le continent africain compte 45 instituts dans 30 pays³⁴. Le premier Institut Confucius d'Afrique a ouvert en 2005 à l'Université de Nairobi. Un « cours Confucius » de chinois est également diffusé par Radio Chine International à Nairobi. Le développement futur du mandarin fait l'objet de débats : selon certains experts, le mandarin pourrait dans quelques décennies faire partie des langues les plus parlées à l'international aux côtés de l'anglais³⁵.

Les Instituts Confucius incarnent une figure du *soft power* chinois et illustrent la volonté des autorités de développer une influence culturelle³⁶, même si leur implantation demeure en théorie à l'initiative des universités étrangères³⁷. Tout en constituant une vitrine de la Chine dans les universités hôtes, ils participent à l'internationalisation des 150 universités chinoises partenaires. En Afrique, les Instituts Confucius répondent moins à une demande d'apprendre le mandarin qu'à une volonté d'acquérir de l'expertise sur la Chine : l'intérêt pour la Chine est étroitement lié à la présence d'acteurs économiques chinois. La dimension culturelle est aussi stimulée par le développement des relations économiques : les Instituts Confucius ouvrent d'abord dans les lieux où sont implantées des communautés chinoises (restaurants, pratique de la médecine chinoise, commerce de produits chinois)³⁸.

discourse power », Initiative for China-Africa Think Tanks 10+10 Partnership Plan, octobre 2013.

³³ Voir sur : <www.chinese.cn>, consulté le 2 avril /2014.

³⁴ Voir sur : <www.chinesecio.com/m/cio_wci/>, consulté le 2 avril 2014.

³⁵ Interview de Joël Bellassen, Inspecteur général de chinois au ministère français de l'Éducation nationale, directeur de recherche à l'Incalco, propos recueillis par David Bénazéraf, *Sciences Humaines*, n° 225, mars 2012.

³⁶ Paradise James (2009), p. 647 sq.

³⁷ Contrairement aux instituts Confucius, le modèle des British Council ou des Alliances françaises n'est pas à l'initiative des pays hôtes : King Kenneth (2013), p. 55-58.

³⁸ *Ibid.*, p. 56-58.

Former à la Chine

Le rôle de la diplomatie culturelle chinoise dans le resserrement des liens sino-africains passe aussi par la formation de professionnels africains. Suite à la création d'un fonds pour le développement des ressources humaines en Afrique lors du premier Focac, 45 000 professionnels ont participé à des sessions courtes en Chine entre 2000 et 2012. Les formations sont souvent liées aux secteurs de coopération en place avec les pays africains. On peut citer par exemple la création du centre sino-éthiopien de formation aux métiers de la construction à Addis-Abeba³⁹, ou encore la formation de professionnels angolais de l'urbanisme par la société d'État Citic Construction⁴⁰. L'approche culturelle de la Chine ne peut donc pas être séparée des engagements économiques et de l'aide chinoise⁴¹.

La Chine a mis en place l'un des quatre plus grands programmes de formation au monde à destination de l'Afrique. Les formations ont lieu en Chine ou localement. En Chine, le programme est exécuté soit par le ministère chinois de l'Éducation au travers de cours dans les universités chinoises avec pour objectif d'aider les participants africains à comprendre l'éducation, la politique, l'économie, l'histoire et la culture de la Chine, ou bien au travers de formations techniques développées par le ministère du Commerce en lien avec les ministères sectoriels. Selon un diplomate d'un pays africain à Pékin, le contenu des sessions répond cependant peu aux attentes de formation. Il véhicule simplement une image positive de la Chine par exemple par le biais de visites de sites⁴².

Afin d'améliorer la perception de la Chine en Afrique, des centres de formation professionnelle sont également construits localement en partenariat avec les pays destinataires ou bien directement par des entreprises chinoises. Selon Deborah Brautigam, directrice du programme développement International de la School of Advanced International Studies (SAIS) de l'Université Johns Hopkins, les formations *in situ* sont une forme de transferts de technologie, difficilement mesurable, mais contribuant au pouvoir d'attraction de la Chine⁴³. Elles constituent également une vitrine pour les entreprises chinoises implantées localement.

³⁹ Brautigam Deborah (2009), p. 158.

⁴⁰ « 安哥拉城市规划和管理专家赴中国研修考察 » (*angela chengshi guihua he guanli zhuanjia fu zhongguo yanxiu kaocha*) [Angolan urban planning and management experts sent to China for training], *Xinhua*, 12 janvier 2013, disponible sur : <http://news.xinhuanet.com/overseas/2013-01/12/c_124221068.htm>, consulté le 10 juillet 2013.

⁴¹ King Kenneth (2013), p. 44.

⁴² Entretien à Pékin en mars 2012.

⁴³ Conférence sur l'aide chinoise à l'Afrique, AFD, Paris, 3 mars 2014.

Les médias chinois en Afrique : la diffusion d'un autre regard sur la Chine

Principaux messages

- L'implantation africaine des principaux médias chinois (Xinhua, CRI, CCTV) a été considérablement renforcée dans la décennie 2000 ;
- La coopération médiatique entre la Chine et l'Afrique a été officiellement introduite au cours du troisième Focac en 2006 ;
- Les médias proposent une vision alternative à l'approche des médias occidentaux sur l'Afrique et la coopération sino-africaine, notamment afin de livrer une image positive de la Chine

Une stratégie ancienne renforcée dans les années 2000

Si l'audience africaine des médias chinois n'est pas quantifiable, leur implantation en Afrique a toutefois été amplement renforcée dans la seconde moitié des années 2000. La coopération médiatique entre la Chine et l'Afrique a été introduite officiellement dans l'article 5 du Plan d'action de Pékin lors du Focac de 2006. Elle vise notamment à améliorer la connaissance mutuelle par une « approche équilibrée » et par le développement des contacts entre journalistes chinois et africains, notamment au travers de formations organisées sous l'égide du Focac⁴⁴.

La coopération sino-africaine dans le domaine des médias n'est cependant pas nouvelle. La Chine a apporté un soutien matériel et technique aux médias africains dès les années 1960 avec l'installation d'émetteurs radio ou la fourniture d'équipements de radiodiffusion⁴⁵.

⁴⁴ Information Office of the State Council, 2006, « 中国非洲政策 », (*zhongguo feizhou zhengce*) [La politique africaine de la Chine].

⁴⁵ Morin-Allory Ronan (2011), p. 44 et suiv..

L'agence de presse Chine Nouvelle (Xinhua) a ouvert son premier bureau sur le continent au Caire en 1958 et a implanté un total de 16 bureaux entre 1958 et 1965, avant une période de repli pendant la révolution culturelle. Xinhua a connu une nouvelle expansion à partir de 1978 avec l'ouverture de 12 nouveaux bureaux. Dans un contexte de présence des grands groupes occidentaux (BBC, RFI, RDP Africa), Radio Chine International (CRI), alors Radio Pékin, a diffusé des émissions sur le continent dès 1956. En 1965, la Chine s'est même trouvée en tête en termes de temps de diffusion en Afrique⁴⁶. Après la révolution culturelle, CRI a ouvert des bureaux au Caire (1986), à Harare (1988) et à Nairobi (1987). CRI diffuse alors seulement sur les ondes courtes.

Dans les années 2000, l'implantation des médias chinois s'est accélérée avec la mise en place de stratégies locales (programmes spécifiques sur l'Afrique et les relations sino-africaines) et la création en 2012 de CCTV Africa, dans le cadre de la stratégie globale d'internationalisation de CCTV. La relocalisation du bureau régional Afrique de Xinhua de Paris à Nairobi en 2006 marque un tournant symbolique dans la stratégie africaine de la Chine. Fin 2011, Xinhua disposait de 30 bureaux, soit 24 en Afrique subsaharienne et six en Afrique du Nord⁴⁷. La stratégie de Xinhua a d'abord été liée à l'exercice de la diplomatie chinoise sur le continent et au besoin en matière de veille et renseignement, puis progressivement basée sur une politique commerciale de mise à disposition de dépêches à partir des années 1990⁴⁸. La première station radio chinoise à diffuser sur les ondes FM depuis l'étranger est lancée à Nairobi en 2006. CRI y diffuse des émissions sur l'Afrique, comme « Africa Express », qui se veut un « pont entre la Chine et l'Afrique⁴⁹ ». La presse écrite n'est pas en reste : l'édition Afrique du quotidien *China Daily* a été lancée en décembre 2007 depuis la capitale kenyane.

La Chine soutient également le développement des médias africains. Elle a par exemple fourni des équipements radio au Lesotho en 2006, rénové le siège du Liberia broadcasting system en 2008, ou encore construit des studios de télévision et installé un réseau de télévision numérique terrestre en Ouganda en 2010. Comme la coopération culturelle et éducative, la coopération dans le domaine des médias ne peut être séparée des relations économiques et de l'obtention de contrats de télécommunications pour des opérateurs comme Huawei ou Zhong Xing Telecommunication Equipment (ZTE) par exemple.

Le développement le plus spectaculaire et le plus rapide demeure celui de la télévision. Avec l'adoption d'une stratégie

⁴⁶ Mendiaux Édouard (1965), p. 39.

⁴⁷ Les bureaux d'Afrique du Nord sont rattachés à la division Moyen-Orient. Voir Morin-Allory Ronan (2011), p. 53-54.

⁴⁸ *Ibid.*, p. 55.

⁴⁹ *Ibid.*, p. 59-64.

internationale dans les années 1990, CCTV a d'abord diffusé des émissions depuis la Chine, puis fourni des programmes aux chaînes africaines à partir des années 2000. Il s'agissait par exemple d'émissions de CCTV en anglais reprises au Kenya sur la chaîne KBC, d'échanges de programmes avec le Zimbabwe, ou encore entre CCTV-F et la télévision togolaise.

Le lancement de la chaîne publique CCTV Africa en 2012 constitue un tournant : CCTV produit et émet désormais depuis le continent. Tandis que les principaux médias étrangers réduisent le nombre de leurs journalistes sur le continent, d'importants budgets ont été alloués par le gouvernement chinois dans le cadre de la stratégie globale de la chaîne à l'international (création de studios à Londres, Washington et Nairobi). Près de 70 Kenyans et de 30 Chinois ont été recrutés et CCTV Africa diffuse désormais trois émissions : un journal quotidien d'une heure, « Africa Live », un hebdomadaire sur les événements de la semaine, « Talk Africa », et des portraits de la société civile africaine, « Faces of Africa ». CCTV Africa est aujourd'hui le seul média étranger diffusant deux heures par jour en Afrique et sur l'Afrique⁵⁰.

Bien qu'il n'existe pas d'enquêtes publiques sur les audiences des chaînes chinoises en Afrique, cette évolution est perçue comme une concurrence pour les médias occidentaux, comme l'illustre un rapport sénatorial sur la présence française en Afrique :

« Pour les responsables de RFI, TV5 et Canal 24 que nous avons auditionnés, la stratégie chinoise associant les équipements et le contenu est particulièrement performante au moment où l'on va basculer dans toutes les capitales africaines sur la TNT⁵¹. »

Au-delà des moyens mis en œuvre par la Chine, le véritable défi posé par l'approche chinoise aux médias occidentaux demeure sur le traitement des contenus au sujet de l'Afrique.

Les particularités de l'approche chinoise

Selon Wu Yushan, « la Chine cherche à gagner le cœur et l'esprit des gens⁵² ». C'est dans cette mesure que les médias chinois ont entamé le monopole de leurs concurrents occidentaux⁵³. L'approche des médias chinois sur les sujets africains et sino-africains diffère radicalement de l'angle adopté par les médias occidentaux. Les médias chinois sont porteurs de l'idée selon laquelle l'Afrique et ses dirigeants, comme la Chine, ont reçu trop de publicité négative de la part des médias occidentaux. Le directeur du bureau Afrique de

⁵⁰ Gagliardone Iginio (2013), p. 29 et suiv.

⁵¹ Sénat (2003), p. 185

⁵² Wu Yushan (2012), p. 5.

⁵³ *Ibid.*

Xinhua, Tang Shuifu, résumait en 2006 l'approche des médias chinois : présenter les potentiels de la coopération Chine-Afrique et manifester de l'empathie sur les sujets traités, par contraste avec le traitement négatif des autres médias sur l'Afrique⁵⁴. Sur le terrain médiatique, la stratégie chinoise se définit donc partiellement en contrepoint de celle de l'Occident.

À travers l'exemple de CCTV Africa, Iginio Gagliardone montre que l'approche chinoise repose sur le concept de « positive recording » :

« CCTV Africa cherche à influencer sur les perceptions de la Chine et de l'engagement chinois sur le continent, non pas en présentant directement une image alternative, mais en proposant de nouvelles manières de regarder l'Afrique⁵⁵. »

Cette approche contribue à lutter contre les sentiments négatifs à l'encontre de la Chine. Le « positive reporting » met l'accent sur les réalisations collectives. Mais le style et le contenu demeurent institutionnels et omettent toute forme de critique en privilégiant les sujets consensuels. De nombreux sujets proposent des reportages impliquant des Chinois en Afrique et reflétant des réussites chinoises⁵⁶. Les médias chinois font même appel aux propos d'experts africains pour donner une image positive de la Chine, citant par exemple un professeur de l'Université de Nairobi ayant souligné que l'aide chinoise est fondamentale pour le développement du Kenya et de l'Afrique (*Xinhua*, 2010). Ainsi la Chine se pose en partenaire incontournable du développement africain.

Toutefois, le positionnement chinois peut également être défensif pour contrer les critiques. Par exemple, l'agence Xinhua a réagi deux jours après un article paru sur le site Internet de la BBC qualifiant de ville fantôme une ville nouvelle construite par la Chine en Angola. Les articles parus dans la presse chinoise et relayant la position du Conseiller économique de l'ambassade de Chine à Luanda, rappellent que le site était encore en chantier et que le processus de vente venait à peine de commencer⁵⁷. Cette controverse souligne l'enjeu d'image, auquel les autorités chinoises sont de plus en plus sensibles.

⁵⁴ Morin-Allory Ronan (2011), p. 57.

⁵⁵ « CCTV Africa has been seeking to influence perceptions of China and of Chinese engagement on the continent, not by directly offering an alternative image, but by advancing new ways of looking at Africa. » Gagliardone Iginio, *op. cit.*, p. 26.

⁵⁶ *Ibid.*, p. 32 et suiv.

⁵⁷ « Angola's Chinese-built ghost town », *BBC*, 2 juillet 2012, disponible sur : <www.bbc.co.uk/news/world-africa-18646243>, consulté le 4 juillet 2012. Le chantier se termine officiellement en septembre 2012 ; « Clarifications de l'ambassade de Chine en Angola sur le projet de logements qualifié de ville fantôme » (« 中国使馆澄清在安哥拉住宅项目沦为“鬼城”报道 », *zhongguo shiguan chengqing zai angela zhuzhai xiangmu lun wei "guicheng" baodao*) *China News*, 4 juillet 2012, disponible sur : <www.chinanews.com/gn/2012/07-04/4005665.shtml>, consulté le 4 juillet 2012.

Pour les journalistes chinois, l'exercice du métier en Afrique comme ailleurs à l'étranger représente une occasion de liberté et de flexibilité dans l'exercice de leur métier. Mais cela ne doit pas éluder le rôle politique joué par les médias chinois. Leur mission reste de renforcer l'influence de la Chine dans le monde, y compris au moment des élections politiques en Afrique et à travers un soutien à des régimes isolés par la communauté internationale. Xinhua a joué un rôle pendant la guerre froide. Plus récemment, la Chine a par exemple soutenu les médias d'État en Zambie en 1996, 2001 et 2006, années électorales. La Chine a aussi fourni des équipements de brouillage au Zimbabwe pendant la campagne électorale des législatives de 2005⁵⁸.

⁵⁸ Franks Suzanne et Kate Ribet (2009), p. 129-135.

La Chine, référence économique alternative ?

Principaux messages

- Inspirées du modèle des zones créées sous Deng Xiaoping, les zones économiques spéciales planifiées sont en partie conçues comme un outil de partage de l'expertise et de la réussite de la Chine, tout en constituant un outil au service des entreprises chinoises.
- La Chine se positionne en outre comme référence pour les pays en développement ;
- L'assistance technique chinoise contribue à l'exportation de normes et pratiques chinoises en Afrique.

Transplanter une réussite chinoise : les zones économiques spéciales

Inspirées du modèle des zones créées au début des réformes d'ouverture sous Deng Xiaoping, les zones économiques spéciales (ZES) sont destinées à accueillir des activités économiques d'entreprises, principalement chinoises. Instruments de promotion économique, ces zones sont censées conduire à la construction d'infrastructures, d'industries, mais aussi de logements, de bureaux et d'infrastructures urbaines. Dès 1995, les autorités chinoises mettent en place les premiers instruments de promotion économique à l'étranger avec la construction d'une douzaine de centres sur le commerce et les investissements, construits par le biais de partenariats public-privé et suivant le modèle *build-operate-transfer* (BOT) : les entreprises chinoises construisent des espaces qui sont ensuite loués à des entreprises, généralement chinoises également, avant d'être rétrocédés au pays hôte au bout de 50 ans⁵⁹.

En 2006, le ministère du Commerce (Mofcom) lance une campagne de création de zones économiques spéciales à l'étranger, pour un total de deux milliards de dollars. Sept zones sont planifiées

⁵⁹ Brautigam Deborah (2009), p. 98.

sur le continent africain, en Algérie, en Égypte, en Éthiopie, à l'Île Maurice, au Nigeria et en Zambie⁶⁰. D'après la version 2010 du *Livre blanc de la coopération sino-africaine*⁶¹, 250 millions de dollars sont affectés pour les zones situées en Afrique. Au-delà des avantages fiscaux, le discours chinois présente ces zones comme jouant « un rôle très important dans l'amélioration du niveau de vie de la population locale⁶² ». Elles jouent également un rôle productif, étant chacune plus ou moins spécialisée sur un secteur. En réalité, ces zones permettent surtout aux entreprises chinoises de mutualiser les risques et de réaliser des économies d'échelle en bénéficiant d'un cadre propice aux affaires. Les ZES ne sont toutefois pas mentionnées dans la version 2013 du *Livre blanc*. Leur réussite demeure aujourd'hui limitée, comme c'est par exemple le cas de la zone située près du Canal de Suez en Égypte⁶³. Les zones chinoises font l'objet d'une planification spatiale à travers la conception d'un projet urbain pour l'ensemble des fonctions, réalisé depuis la Chine⁶⁴.

Les zones économiques spéciales initialement prévues en Afrique

Pays	Nom	Lieu	Année	Secteurs
Algérie	Jiangling	Wahran (Oran)	2007	Automobile
Égypte	China-Egypt Suez	Suez	2007	Industrie, immobilier
Éthiopie	Eastern	Addis-Abeba	2007	Acier, construction
Île Maurice	Jinfei	Terre rouge	2006	Industrie, immobilier
Nigeria	Lekki	Lagos	2007	Industrie
Nigeria	Ogun-Guangdong	Ogun	2006	Industrie
Zambie	Zambia-China	Chambishi / Lusaka	2006	Minerais

Source : d'après Deborah Brautigam et Tang Xiaoyang, 2012. « Economic Statecraft in China's New Overseas Special Economic Zones: Soft Power, Business or Resource Security? », *International Affairs*, vol. 4, n° 88, p. 799–816.

⁶⁰ *Ibid.*, p. 103.

⁶¹ Information Office of the State Council, 2010. « 中国与非洲的经贸合作 » (*zhōngguó yǔ fēizhōu de jīngmào hézuò*) [La coopération économique et commerciale sino-africaine].

⁶² *Ibid.*

⁶³ Les zones franches ne sont d'ailleurs pas une nouveauté en Afrique, puisque certains pays du continent ont connu leurs propres tentatives de création de telles zones, dont les succès ont été mitigés.

⁶⁴ Bénazéraf David (2012), p. 23-27.

En Chine, la réussite du développement chinois et des zones économiques spéciales est considérée comme un facteur de l'attractivité du modèle chinois au sein des pays en développement, pays où peut se projeter le *soft power* chinois :

« Un programme qui combine des aides du gouvernement avec le transfert d'une réussite du modèle de développement chinois peut être considéré comme ayant pour intention première d'être un outil de *soft power*⁶⁵. »

Les ZES constituent donc, aux yeux des autorités chinoises, un instrument économique utilisé également comme outil politique⁶⁶. Elles font par exemple partie de la stratégie du gouvernement chinois de diminution des tensions commerciales par le contournement des barrières douanières, d'encouragement de la politique de *going out* et de développement des marques chinoises.

Seules les ZES en Afrique ont été décrites comme faisant part du *soft power* chinois :

« Les autorités ont promu les [ZES] comme un outil de partage de l'expertise et du succès chinois. Un responsable [chinois] lié à la zone égyptienne faisait remarquer : "notre coopération actuelle avec l'Afrique, de même que l'aide, ont évolué de l'assistance financière directe vers la mise en avant d'une expérience de développement"⁶⁷. »

⁶⁵ « A programme that combines government subsidies with the transfer of a highly successful aspect of China's own development model could be intended primarily as a tool of soft power. » Brautigam Deborah et Tang Xiaoyang (2012), p. 802.

⁶⁶ Baldwin David (1985), p. 3.

⁶⁷ « Officials have promoted the zones as a sharing of China's expertise and development success. An official connected with the zone in Egypt noted: "Our cooperation with Africa today, as well as aid, has shifted from direct financial assistance to the output of development experience." » Brautigam Deborah et Tang Xiaoyang (2012), p. 810.

développement occidental. Le concept de modèle chinois de développement fait écho à la réussite économique du pays.

Dans un ouvrage à succès en Chine, le professeur de Relations internationales Zhang Weiwei a tenté de définir les caractéristiques de ce modèle : rôle de l'expérimentation opposée à la pratique téléologique de l'Occident, État fort justifié par la taille du territoire, priorité donnée à la stabilité, primauté des conditions de vie du peuple, principe de réforme graduelle, principe d'économie mixte⁶⁹. Selon Zheng Yongnian et Zhang Chi, l'influence du modèle chinois dans les pays en développement constitue le deuxième volet du *soft power* de la Chine après sa politique étrangère. Ce modèle représente un attrait pour certains pays en développement dans la mesure où il a su intégrer des expériences réussies d'Occident et d'ailleurs⁷⁰, en Afrique de l'Est notamment (Ouganda, Kenya, Éthiopie).

La diffusion de ce modèle en Afrique passe par des vecteurs plus diffus que les outils culturels, éducatifs ou médiatiques, mais néanmoins notables. Tout d'abord, si l'aide au développement constitue un élément de pouvoir économique, c'est-à-dire de *hard power* selon la définition de Nye, elle peut contribuer à améliorer l'image du donateur, et donc son *soft power*. Merriden Varral montre que l'aide chinoise peut être considérée comme un outil de *soft power* si elle contribue à l'exportation de valeurs, d'idées et de normes chinoises, et si elle aboutit à une forme de soumission du destinataire aux volontés de la Chine⁷¹. L'aide chinoise à l'Afrique constitue dans plusieurs cas un outil d'influence indirect : « l'aide de la Chine a aidé le pays à projeter une image positive dans les pays destinataires⁷² ». Les projets d'infrastructure confèrent par exemple un sentiment de progrès, même si les réalisations chinoises ne sont pas exemptes de contestations locales. Selon une étude réalisée par le Pew Research Center, environ 86 % des Kenyans et 76 % des Nigériens percevaient la Chine positivement en 2010⁷³.

La diffusion de normes chinoises est conçue en Chine comme un moyen de contourner les puissances occidentales⁷⁴. À travers son assistance technique et les projets des entreprises d'État, la Chine exporte ses normes et pratiques sur le continent. Au Kenya, le gouvernement chinois conduit par exemple un programme d'assistance technique pour la création d'un système informatique de communication intergouvernementale (*Government Unified Messaging*

⁶⁹ Zhang Weiwei (2012), p. 90 et suiv..

⁷⁰ Zheng Yongnian et Zhang Chi, « 'Soft power' and Chinese soft power », in Lai Hongyi et Lu Yiyi (dir.) (2012), p. 21-38.

⁷¹ Merriden Varral, « Debunking the Myth of China's Soft Power: Changes in China's Use of Foreign Assistance from 1949 to the Present », in Lai Hongyi et Lu Yiyi (dir.) (2012), p. 139-169.

⁷² « China's aid has helped it to project a positive image in the aid-recipient nations. » Lai Hongyi et Lu Yiyi (dir.) (2012), p. 13.

⁷³ *Ibid.* La méthodologie n'est toutefois pas précisée.

⁷⁴ Bassan Martina (2012), p. 26-30.

System). Ce projet d'E-gouvernement est piloté au niveau de la présidence kenyane⁷⁵.

Combinant des stratégies privées avec une stratégie publique d'exportation de pratiques professionnelles chinoises en Afrique, les projets de développement urbain chinois dans les villes africaines sont vecteurs d'une circulation de modèles entre deux continents. Les promoteurs immobiliers et urbanistes chinois⁷⁶ entendent tirer profit de l'urbanisation du continent en proposant des types de logements similaires à ceux construits dans les villes chinoises⁷⁷. Les projets menés au Kenya, en Angola, en Algérie, ou encore au Botswana répliquent des formes urbaines caractéristiques des villes chinoises. Ces projets de développement urbain s'inscrivent sur des bases commerciales, mais demeurent dans la continuité de la « diplomatie du bâtiment public⁷⁸ » opérée dès les années 1960. Les noms de certains projets chinois marquent les espaces urbains africains, leur conférant une charge symbolique : Ethio-China street à Addis-Abeba, Beijing road à Nairobi, pont de l'amitié sino-malienne à Bamako. Comme le souligne, le maire d'une ville nouvelle construite par des entreprises publiques chinoises en Angola, « tous les urbanistes veulent avoir leur signature⁷⁹ ». Ainsi, le secteur de l'urbanisme constitue-t-il un vecteur d'influence diffus, et incarne parmi d'autres un modèle de réussite attractif pour les villes africaines, tout en assurant l'octroi de contrats de construction aux entreprises d'État chinoises.

⁷⁵ Entretien au ministère kenyan des Affaires étrangères, novembre 2012.

⁷⁶ Les instituts chinois d'urbanisme impliqués dans des projets à l'international sont des entités publiques.

⁷⁷ Bénazéraf David (2014) ; Bénazéraf David et Ana Alves (2014).

⁷⁸ Sénat (2013), p. 177.

⁷⁹ « All planners want to have their signature. » Entretien avec Joaquim Israel Marques, président de la municipalité de Kilamba Kixi, juillet 2013.

Conclusion

Principaux messages

- Source d'admiration, la réussite chinoise renforce le pouvoir d'attraction de la Chine, mais la présence chinoise en Afrique n'est pas exempte de critiques ;
- Les impacts de l'influence chinoise demeurent difficilement quantifiables et la Chine n'est pas force de proposition en matière de valeurs et normes.

Dans de nombreux cas en Afrique, la réussite du développement de la Chine constitue une source d'admiration. En dépit des critiques sur les conditions de réalisation de certains projets chinois en Afrique (sur les conditions sociales et environnementales notamment), la population est témoin des constructions érigées dans des délais plus rapides que ceux des autres partenaires. Pour la plupart des dirigeants africains, les relations avec la Chine, et les pays émergents de manière générale, permettent de diversifier les partenariats autrefois exclusifs avec les anciennes puissances coloniales et les pays occidentaux. Pour le Professeur Peter Kamau, directeur du département de planification et de gestion environnementale à l'Université Kenyatta de Nairobi, l'Asie a également quelque chose à offrir, à un coût inférieur par rapport aux pays occidentaux⁸⁰. À l'image d'autres pays africains comme le Zimbabwe ou la Tanzanie, le Kenya a par exemple lancé dès 2002 une stratégie d'ouverture aux pays asiatiques, dite « Look East Policy »⁸¹. Si la Chine affirme sa proximité avec les pays africains au nom de sa prétendue appartenance à la catégorie des pays en développement, elle est perçue comme un pays développé par la plupart des pays africains et les dirigeants africains sont conscients de la difficulté de répliquer la réussite chinoise sur le continent.

Marquée par une certaine proximité héritée du mouvement des non-alignés, l'ouverture de l'Afrique aux pays asiatiques, et notamment à la Chine, s'illustre dans des secteurs variés. En matière d'urbanisation, « les pays africains ont décidé de s'ouvrir à l'expertise asiatique afin de sauvegarder le paysage du continent », écrivait un

⁸⁰ Entretien à Nairobi en novembre 2012.

⁸¹ Entretien avec le Kenya Institute for Public Policy Research and Analysis (KIPPRA) à Nairobi en novembre 2012.

journaliste sénégalais à l'occasion d'un séminaire international sur le développement urbain en Asie et en Afrique⁸². Le développement des médias chinois en Afrique, et les interactions entre journalistes qui en découlent, font bouger les lignes en matière de pratiques journalistiques, comme l'indique un journaliste kenyan : « Les journalistes kenyans sont très occidentalisés. Mais le travail avec les Chinois nous amène à repenser les principes du journalisme occidental⁸³. »

La séduction opérée par des références alternatives au monde occidental n'altère toutefois pas encore la proximité des élites africaines avec l'Occident. Une grande partie y a fait ses études. L'attirance pour d'autres modèles comme la Chine ne reflète aucune naïveté du côté africain. En 1965, le président du Kenya, Jomo Kenyatta proclamait déjà :

« Il serait naïf de penser qu'il n'y a pas de danger d'impérialisme à l'Est. Dans la politique des puissances, l'Est a plus de prétentions à notre égard que l'Occident et voudrait nous faire servir ses propres intérêts⁸⁴. »

La Chine est parfois critiquée ouvertement par des responsables de pays africains. Le président de Zambie, Michael Sata, a notamment fondé une partie de sa campagne sur la critique de la présence chinoise en vue de son élection. Pour l'ancien gouverneur de la banque centrale du Nigeria, les modalités des relations sino-africaines correspondent à l'essence du colonialisme⁸⁵. Ces critiques, et les contestations dans les opinions publiques de certains pays comme en Zambie ou en Algérie, ont été largement reprises dans les médias occidentaux. Si elles ne peuvent être ignorées, elles ne peuvent pas être généralisées à l'échelle du continent.

Cela étant le *soft power* de la Chine en Afrique fait aujourd'hui face à plusieurs limites et défis. L'influence occidentale reste encore largement prédominante en Afrique⁸⁶, notamment à travers les médias et les modes de vie dans les villes africaines. Des chaînes d'information comme la BBC continuent à forger les standards du journalisme audiovisuel⁸⁷. Les acteurs chinois, notamment les Instituts Confucius et les médias, font face à un problème de crédibilité en raison de leurs liens avec les autorités de Pékin. Le rôle des formations délivrées par la Chine en Afrique reste limité en termes de transferts de connaissances. Les zones économiques spéciales chinoises en Afrique n'ont pas encore été couronnées de succès. Enfin, pour Sven

⁸² Traore Paul (2012).

⁸³ Gagliardone Iginio (2013), p. 36.

⁸⁴ Cité dans Mawdsley Emma (2012), p. 3.

⁸⁵ Lamido Sanusi, « Africa must get real about Chinese ties », 11 mars 2013, disponible sur : www.ft.com/cms/s/0/562692b0-898c-11e2-ad3f-00144feabdc0.html#axzz31EK3F1xO, consulté le 20 mars 2013.

⁸⁶ Luo Jianbo et Zhang Xiaomin (2009).

⁸⁷ Gagliardone Iginio (2013), p. 33.

Grimm, la principale entrave à l'influence chinoise en Afrique est culturelle : « le rêve chinois ne peut pas rivaliser avec le rêve américain : l'un est collectif, l'autre est individuel⁸⁸. »

La Chine et ses acteurs demeurent encore dans une phase d'apprentissage en Afrique, tout en faisant évoluer les équilibres et en étant en concurrence avec d'autres pays émergents. Si la Chine se veut porteuse d'une approche alternative aux valeurs universelles occidentales, elle doit encore passer du statut de suiveur à une position de leader en matière d'élaboration de standards et de valeurs⁸⁹.

⁸⁸ « The Chinese dream cannot compete with the American dream: it is collective, not individual. » Grimm Sven (2013).

⁸⁹ Zhang Weiwei (2012).

Bibliographie

« Kenyan Minister Praises Chinese Workmanship », *People's Daily*, 28 avril 2011.

« Chinese Aid Key to African Development: Kenyan Expert », *Xinhua*, 19 juillet 2010.

Africa Research Institute, 2013, « Ambassador Zhong Jianhua China's Special Representative on African Affairs », interview, 8 pages.

ALDEN Chris, Daniel LARGE et Ricardo SOARES DE OLIVEIRA, 2008, « Chine-Afrique : facteur et résultante de la dynamique mondiale », *Afrique contemporaine*, n° 228, p. 119-133.

BALDWIN David, 1985, *Economic Statecraft*, Princeton, NJ, Princeton University Press.

BASSAN Martina, 2012, « Appuyer le régionalisme africain pour contenir les normes occidentales », *China Analysis*, n° 39, p. 26-30.

BÉNAZÉRAF David, 2012. « Les urbanistes chinois à la conquête des villes africaines », *China Analysis*, n° 36, p. 23-27.

BÉNAZÉRAF David, 2014, « The Construction by Chinese Players of Roads and Housing in Nairobi, The Transfer of Town planning practices between China and Kenya », *China Perspectives*, n° 1, p. 51-59.

BÉNAZÉRAF David et Ana ALVES, 2014, « "Oil-for-Housing": Chinese-Built New Towns in Angola », *Saïia Policy Brief*, 4 pages.

BRAUTIGAM Deborah, 2009, *The Dragon's Gift: The Real Story of China in Africa*, Oxford, Oxford University Press, 397 pages.

BRAUTIGAM Deborah et TANG Xiaoyang, 2012, « Economic Statecraft in China's New Overseas Special Economic Zones: Soft Power, Business or Resource Security? », *International Affairs*, vol. 4, n° 88, p. 799-816.

CHAPONNIÈRE Jean-Raphaël et Jean-Jacques GABAS (dir.), 2012, *Le Temps de la Chine en Afrique : enjeux et réalités au sud du Sahara*, Paris, Karthala/Gemdev, 207 pages.

FRANKS Suzanne et Kate RIBET, 2009, « China-Africa Media Relations », *Global Media and Communication*, vol. 5, p. 129-135.

GAGLIARDONE Iginio, 2013, « China as a Persuader: CCTV Africa's First Steps in the African Mediasphere », *African Journalism Studies*, vol. 34, p. 25-40.

GRIMM Sven, 2013, « Why China's Soft Power is not in Sync with its Power », Université de Stellenbosch, Centre for Chinese Studies, commentary, 2 pages.

HE Wenping, 2007, « The Balancing Act of China's Africa Policy », *China Security*, vol. 3, n° 3, p. 23-40.

INFORMATION OFFICE OF THE STATE COUNCIL, 2006, « 中国非洲政策 », (*zhongguo feizhou zhengce*) [La politique africaine de la Chine].

INFORMATION OFFICE OF THE STATE COUNCIL, 2013, « 中国与非洲的经贸合作 » (*zhongguo yu feizhou de jingmao hezuo*) [La coopération économique et commerciale sino-africaine].

KAPCHANGA Mark, 2014, « Beijing's Soft Power Winning over Africa », *Global Times*, 9 février, disponible sur : <<http://china-wire.org/?p=33459>>, consulté le 10 février 2014.

KIM Yejoon, 2013, « Chinese-led SEZs in Africa, Are They a Driving Force of China's Soft Power? », Université de Stellenbosch, Centre for Chinese Studies, discussion paper, 31 pages.

KING Kenneth, 2013, *China's Aid and Soft Power in Africa: the Case of Education and Training*, Suffolk, MA, James Currey, 256 pages.

KURLANTZICK Joshua, 2007, *Charm Offensive. How China's Soft Power is Transforming the World*, Yale, CT, Yale University Press, 306 pages.

LAI Hongyi et LU Yiyi (dir.), 2012, *China's Soft Power and International Relations*, New York, NY, Routledge, 218 pages.

LI Anshan, 2006, « 中国对非政策的调适与转变 » (*zhongguo dui fei zhengce de tiaoshi yu zhuanbian*) [On the Adjustment and Transformation of China's Africa Policy], 西亚非洲 (*xiya feizhou*) [*West Asia and Africa*], vol. 8, p. 11-20.

LUO Jianbo et ZHANG Xiaomin, 2009, « China's African Policy and its Soft Power », *AntePodium*, Université Victoria de Wellington, disponible sur : <www.victoria.ac.nz/atp/articles/pdf/JianboXiaomin-2009.pdf>, consulté le 5 novembre 2013.

MAWDSLEY Emma, 2007, « China and Africa: Emerging Challenges to the Geographies of Power », *Geography Compass*, n° 1(3), p. 405-421.

MAWDSLEY Emma, 2012, *From Recipients to Donors: Emerging Powers and the Changing Development Landscape*, Londres, Zed Books, 270 pages.

MENDIAUX Édouard, 1965, *L'Afrique sera chinoise*, Bruxelles, Sineco, 328 pages.

MORIN-ALLORY Ronan, 2011, « La Chine parle aux Africains, l'appareil médiatique de Pékin », *Outre-Terre*, n° 30, p. 43-71.

NYE Joseph, 2004, *Soft Power: The Means to Success in World Politics*, New York, NY, Public Affairs, 191 pages.

PARADISE James, 2009, « China and International Harmony: The Role of Confucius Institutes in Bolstering Beijing's Soft Power », *Asian Survey*, vol. 49, n° 4, p. 647-669.

RAMO Joshua Cooper, 2004, « The Beijing Consensus », Londres, The Foreign Policy Centre, 74 pages.

SÉNAT, 2013, *Rapport d'information sur la présence de la France dans une Afrique convoitée*, 501 pages.

TAYLOR Ian, 2011, *The Forum on China-Africa Cooperation*, New York, NY, Routledge, 144 pages.

TRAORE Paul, 2012, « Développement urbain : l'Afrique s'inspire du modèle asiatique », *L'Aurore* (Sénégal), 31 janvier.

WU Yushan, 2012, « The Rise of China's State-Led Media Dynasty in Africa », *SIIA Occasional Paper*, n° 117, 33 pages.

ZHANG Weiwei, 2012, *The China Wave: Rise of a Civilizational State*, Singapour, World Scientific, 230 pages.